

LA LENTE AGONIE DE LA PREMIERE GRANDE DAME DE BIRMANIE

par Jean-Claude Courdy

Aung San Suu Kyi, présidente de la Ligue Nationale pour la Démocratie, le premier parti d'opposition aux généraux voyous qui gouvernent la Birmanie depuis 1962, agonise lentement dans l'ignoble prison d'Insein, dans la banlieue de Rangoun. Son procès truqué, un de plus, s'est ouvert le 18 mai.

Ce n'est pas la première fois qu'Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la Paix 1991, est incarcérée à la sinistre prison d'Insein où environ deux mille prisonniers politiques croupissent au milieu des droits communs. A l'été et à l'automne 2003, les généraux usurpateurs avaient paru s'humaniser sous la pression internationale, notamment celle des Etats-Unis et avec l'arrivée du général Khin Nyunt au poste de Premier Ministre. Or, libérée le 6 mai 2002 de son assignation à résidence, Aung San Suu Kyi avait été de nouveau placée en garde à vue, puis incarcérée, le 30 mai 2003 à la suite d'un incident prémédité qui avait, selon le porte-parole de la Junte, provoqué la mort de quatre personnes et blessé une cinquantaine d'autres.

Depuis le 8 août 1988, la vie d'Aung San Suu Kyi était partagée entre des périodes d'accalmie et de tempêtes. La distinction qui lui avait été conférée par le jury du Nobel en 1991, n'avait fait qu'attiser la haine des généraux au pouvoir à l'égard de celle qu'ils considéraient, sans doute avec raison comme leur plus implacable ennemie. Le « 8,8,8 », huit août 1988, la junte avait fait tirer sur une foule pacifique et provoqué la mort de plusieurs centaines de manifestants. A cette occasion, la dame de Rangoun avait montré son courage en s'avançant seule devant les troupes, les mettant au défi de tirer. Les militaires avaient attendu quelques minutes avant d'ouvrir le feu sur ordre personnel de Sein Lewin, successeur de Ne Win après sa démission. Selon le témoignage vécu du journaliste suédois, Bertil Lintner, un groupe de médecins et d'infirmières de l'hôpital où étaient traités les blessés, brandissait une pancarte les identifiant et demandaient aux soldats de cesser de tirer : « Un camion s'avança alors vers le groupe et déclencha un tir d'armes automatiques en rafale. A la porte de l'hôpital des centaines de morts et de blessés baignaient dans des mares de sang. Sein Lewin, nouveau chef de l'Etat, fut

surnommé le boucher de Rangoun. Après la tuerie et un intermède civil de quelques jours, un coup d'état de l'armée, le 18 septembre, lui permettait d'assumer seule tous les pouvoirs. Toutefois, les généraux concédèrent que leur légitimité serait temporaire et qu'ils rendraient les rênes du pays après des élections organisées lorsque une administration viable serait sur les rails. Ces élections eurent lieu en 1990. Le peuple birman, à une majorité écrasante, se prononça pour l'opposition démocratique menée par l'emblématique Aung San Suu Kyi. Les généraux refusèrent le résultat de ces élections et se maintinrent au pouvoir au mépris de toute légitimité. En 1995, le Général Khin Nyunt, personnalité la plus influente du triumvirat gouvernant, avait paru ouvert au dialogue ; par la suite, devenu Premier Ministre, il avait accepté de recevoir un émissaire des Nations Unies tandis qu'Aung San Suu Kyi était maintenue en résidence surveillée. Khin Nyunt, éliminé par son rival, le généralissime Tan Swe, fut lui-même assigné à résidence. La nouvelle junte, réunie dans le SPDC, Conseil d'Etat pour la paix et le développement, soufflait en alternance le chaud et le froid, lorsqu'au début de mai 2009, elle fit arrêter de nouveau le leader de l'opposition sous le prétexte qu'elle avait reçu un américain qui avait traversé à la nage le lac Inya qui borde sa maison. Le 18 mai son procès avait commencé à Rangoun.

Par son courage, Aung San Suu Kyi est devenue le symbole de la démocratie. Une fois de plus se manifeste l'inhumanité des généraux usurpateurs à son égard. Elle aura tout subi. Empêchée de recevoir son mari, le professeur britannique Michel Aris, avant sa mort annoncée, voici son énième séjour dans une prison inhumaine alors que sa son état de santé fait craindre le pire. On lui a refusé l'assistance de son médecin. Dans le microcosme de Rangoun, on murmure que la haine que lui vouent les généraux est attisée par celle de l'épouse du chef de l'Etat, le général Tan Shwe. Retiré dans son bunker de la nouvelle capitale, Naypyidaw, entouré de ses chefs militaires et de ses fonctionnaires, il s'isole de plus en plus du monde extérieur et refuse d'entendre les protestations réitérées de la communauté internationale.

La Birmanie est le pays de l'arbitraire dont les citoyens sont privés des droits les plus fondamentaux que nous sommes en droit d'attendre de ceux qui nous gouvernent.

Jean-Claude Courdy